

## Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 30 juin 2016

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Dans son édition d'avril 2016 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI indiquait que « *Les risques qui pèsent sur la stabilité financière mondiale se sont intensifiés depuis l'édition d'octobre 2015 [de ce rapport]* ». Les prévisions du FMI pour la croissance mondiale ont été revues à la baisse en juillet 2016 (-0,1 point de pourcentage) à 3,1% pour 2016 et 3,4% pour 2017, par rapport à une croissance de 3,1% pour 2015, suite au vote intervenu au Royaume-Uni le 23 juin 2016 concernant la sortie du pays de l'Union Européenne, avec des perspectives plus défavorables pour les pays avancés et inchangées pour les autres zones.

Pour la zone euro, le taux de croissance en glissement annuel s'établit à 1,6%<sup>1</sup> au deuxième trimestre 2016, avec une croissance trimestrielle du PIB en volume de 0,3%<sup>1</sup> pour le deuxième trimestre 2016 et de 0,5%<sup>1</sup> pour le premier trimestre 2016. La BCE prévoit une croissance du PIB en volume de 1,7% en 2016 et 1,6% en 2017 et 2018. En août 2016, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était de 0,2%<sup>1</sup>. La BCE prévoit une variation de l'IPCH de 0,2% pour 2016, 1,2% pour 2017 et 1,6% en 2018.

À l'issue de la réunion du 8 septembre 2016, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé inchangé les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00%, de la facilité de prêt marginal à 0,25% et de la facilité de dépôt à -0,40%. Le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce qu'il observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* », à savoir « *assurer un retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme.* ».

En France, le PIB est en légère baisse (-0,1%)<sup>2</sup> au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,7%<sup>2</sup> au premier trimestre 2016. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont de +1,4% en 2016, 1,5% en 2017 et 1,6% en 2018. Concernant l'inflation, l'évolution mensuelle de l'IPCH était de 0,3% en août 2016 et en hausse de 0,4% sur les 12 derniers mois<sup>2</sup>. La Banque de France prévoit une inflation (ICPH) à 0,2% pour 2016, 1,1% pour 2017 et 1,4% pour 2018.

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

#### Orientation favorable de l'activité bancaire

L'encours brut total des crédits octroyés par les établissements locaux progresse de 4,2 % sur un an, contre +3,0 % fin décembre 2015. Cette dynamique s'explique principalement par la hausse des crédits aux ménages (+6,0 % en glissement annuel, contre +3,4 % six mois plus tôt), alors que la progression de crédits aux entreprises décélère (+1,6 %, après +2,4 %). La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux se détériore légèrement, avec un taux de créances douteuses de 3,2 % (+0,2 point).

Parallèlement, l'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques ne progresse que légèrement (+0,4 % sur un an à fin juin 2016, contre +4,5 % six mois auparavant). La collecte locale nette reste dynamique sous forme de dépôts à vue (+2,4 % sur un an) et, dans une moindre mesure, sur les comptes d'épargne à régime spécial (+1,0 %). Elle fléchit en revanche pour les placements indexés sur les taux de marché (-1,2 %).

Cette orientation favorable de l'activité bancaire contraste avec l'indicateur du climat des affaires toujours dégradé. Elle est tirée surtout par la hausse des crédits immobiliers, qui représentent plus de 80 % des crédits aux ménages.

<sup>1</sup> Source : Eurostat

<sup>2</sup> Source : INSEE

## Légère progression de la croissance des crédits aux entreprises

L'encours sain des **crédits aux entreprises** octroyés localement s'établit à 329 milliards de F CFP. Il augmente de 1,6 % en glissement annuel, soit une progression inférieure à celle observée en France métropolitaine sur la même période (+5,0 %). La progression de l'encours est concentrée sur le premier semestre 2016 (+2,1 %, contre -0,5 % au cours du second semestre 2015).

Le **financement de l'investissement**, qui représente 56,0 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, se stabilise (+0,0 % sur un an, -0,8 % au 1<sup>er</sup> semestre). Dans le détail, la légère contraction des crédits à l'équipement (-0,3 % sur un an), est compensée par le dynamisme du crédit-bail (+6,7 %). L'encours des **crédits d'exploitation** progresse de 3,6 % sur un an (mais perd 0,5 % au cours du premier semestre), soutenu par la hausse significative des crédits de trésorerie (+16,2 %). La progression des **crédits immobiliers** reste dynamique (+7,5 % sur un an : +1,2 % au premier semestre).

## Croissance des crédits aux ménages

L'encours des **crédits aux ménages** octroyés localement représente 356 milliards de F CFP, en hausse de 6,0 % en glissement annuel (+3,0 % au premier semestre), une croissance supérieure à celle constatée en France métropolitaine sur la même période (+3,8 %).

L'encours des **crédits à l'habitat**, qui représentent 81,5 % des crédits accordés aux ménages calédoniens, progresse significativement (+8,0 % en glissement annuel ; +4,2 % au premier semestre), soit un niveau nettement supérieur à celui observé en France métropolitaine (+3,3 % sur un an). Les secteurs de la promotion immobilière et de la construction privée continuent à bénéficier de la loi de pays sur la défiscalisation des logements intermédiaires, prolongée jusqu'en 2018 selon des modalités revues<sup>3</sup>.

En revanche, la croissance des **crédits à la consommation** reste atone (-0,1 % sur un an ; -1,8 % au premier semestre). Dans le détail, la diminution de l'encours des crédits de trésorerie (-2,0 % sur un an) n'est pas complètement compensée par la hausse de l'encours de crédit-bail (+1,8 %) et par celle, sensible, de l'encours des comptes ordinaires débiteurs (+16,7 %).

## Évolutions contrastées des crédits aux collectivités locales

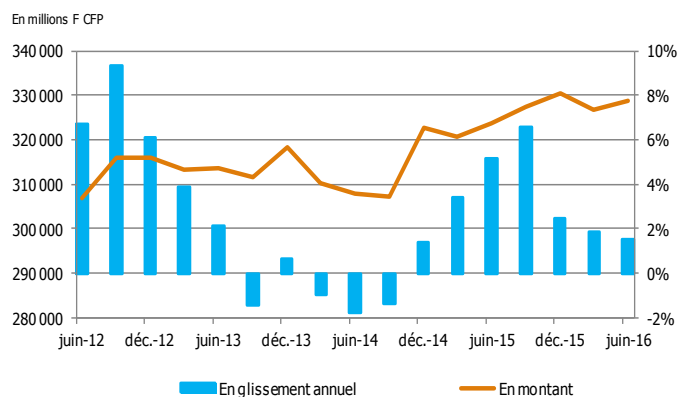
L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** (14,5 milliards de F CFP financés par les établissements implantés sur le territoire) progresse de 4,1 % sur un an (+7,9 % au cours du premier semestre). Les crédits d'investissement (86 % du total des crédits aux collectivités locales) continuent à progresser (+8,0 % sur un an ; +9,7 % au premier semestre). À l'inverse, l'encours des crédits d'exploitation se contracte fortement (-13,1 % ; -2,2 % sur le semestre).

## Sinistralité en légère hausse

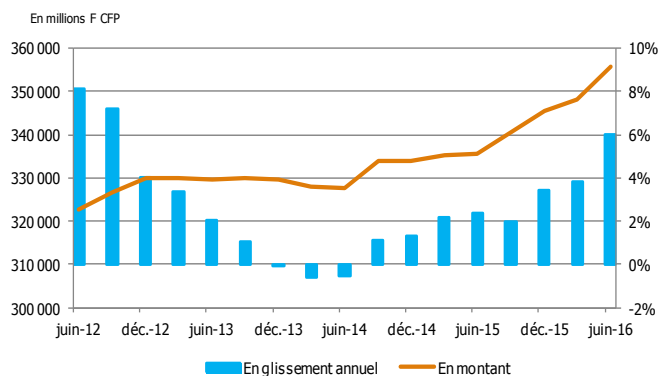
L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit locaux augmente de manière sensible (+10,7 % sur un an, +4,2 % au cours du premier semestre), pour atteindre 23,8 milliards de F CFP. Cette progression, plus rapide que celle de l'encours brut total (+4,2 % sur la même période), conduit à un relèvement de 0,2 point du taux des créances douteuses, qui s'établit à 3,2 %.

Le **taux de provisionnement** de ces créances douteuses est de 59,6 %, en baisse de 1,5 point sur douze mois.

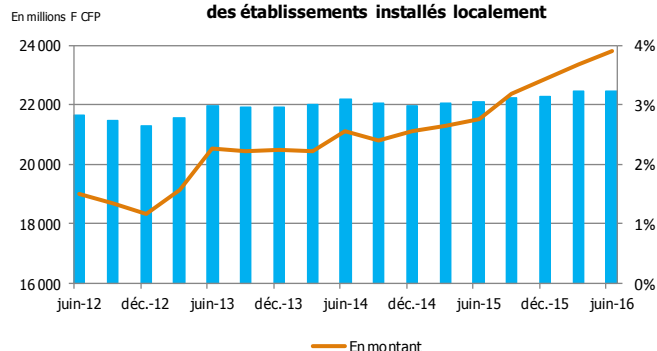
Évolution des crédits aux entreprises



Évolution des crédits aux ménages



Évolution du taux et des encours des créances douteuses des établissements installés localement



<sup>3</sup> La modification des conditions d'accès à ce dispositif de défiscalisation a conduit certains investisseurs à concrétiser leur projet avant le 30 juin 2016, date à laquelle les nouvelles modalités sont systématiquement appliquées. De ce fait, la production de crédit à l'habitat connaît un pic au deuxième trimestre (cf. la note de l'IEOM « coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie, août 2016 »).

## Progression modérée des actifs financiers

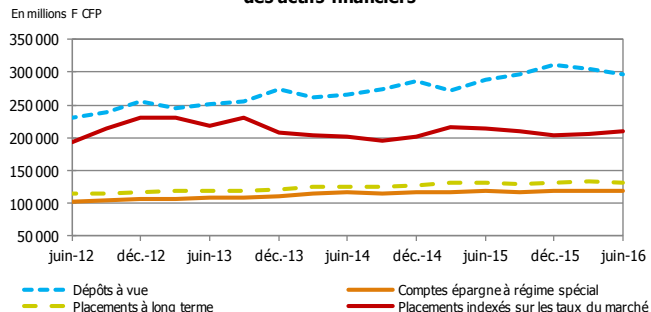
Les actifs financiers détenus par l'ensemble des agents économiques (756,7 milliards de F CFP à fin juin 2016) sont principalement constitués de dépôts locaux (80 % du total). Ils progressent modérément (+0,4 % en glissement annuel, -1,2 % au cours du premier semestre). La collecte annuelle nette (dépôts nets des retraits) a fortement ralenti : un an auparavant, elle permettait une progression de +4,5 % de l'encours total des actifs financiers.

### Contraction des placements hors zone d'émission

L'encours des **dépôts collectés par le système bancaire local** s'accroît légèrement sur un an (+0,9 %), même s'il baisse au cours du premier semestre (-1,5 %). La collecte nette sur un an représente 5,7 milliards de F CFP, soit nettement moins qu'au cours de la période juin 2014 – juin 2015, où elle avait dépassé 40 milliards de F CFP. L'encours total des dépôts locaux s'établit ainsi à 607 milliards de F CFP.

Par catégorie de supports, la collecte nette s'est concentrée sur les **dépôts à vue** (+7,1 milliards de F CFP, soit +2,4 % sur un an, mais -5,1 % sur le premier semestre). Les **placements indexés sur les taux du marché** diminuent (2,4 milliards de F CFP de décollecte sur l'année, soit une baisse de 1,2 % de l'encours), la progression des certificats de dépôt ne permettant pas de compenser la baisse des comptes créditeurs à terme. Les **comptes d'épargne à régime spécial** restent favorablement orientés, leur encours progressant de 1,0 % sur les douze derniers mois pour s'établir à 102,4 milliards de F CFP. Cette collecte nette de dépôts s'est principalement concentrée sur les livrets ordinaires et sur les plans d'épargne logement (respectivement +0,6 % et +8,7 %).

Évolution des principales composantes des actifs financiers



### Contraction des placements hors zone d'émission

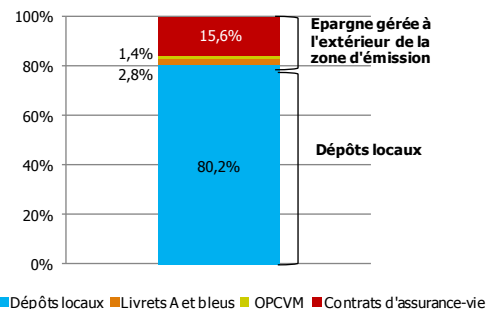
Parallèlement aux dépôts destinés à alimenter des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission. Sur un an, ces avoirs diminuent (-1,8 %, stables au premier semestre), mais les évolutions sont contrastées selon les différents types de supports.

L'encours des contrats liés à l'assurance-vie, principal vecteur d'épargne en dehors de la zone d'émission (118 milliards de F CFP), continue de progresser (+1,6 % sur un an), mais à un rythme moins soutenu.

Parallèlement, l'encours des livrets A et bleus (21,1 milliards de F CFP) poursuit son repli (3,4 % de décollecte), compte tenu de la moindre attractivité de ces supports suite à la révision à la baisse de leur taux de rémunération, ramené à 0,75 % depuis le 1<sup>er</sup> août 2015.

Enfin, l'encours des dépôts sur d'autres types de supports, qui représentent globalement 10,5 milliards de F CFP, se contracte fortement sur un an. L'encours des OPCVM monétaires baisse de 55,1 %. La baisse est sensible aussi pour les supports en actions et, dans une moindre mesure, pour les obligations et les OPCVM non monétaires (respectivement -26,8 %, -11,9 % et -12,3 %).

Répartition des dépôts



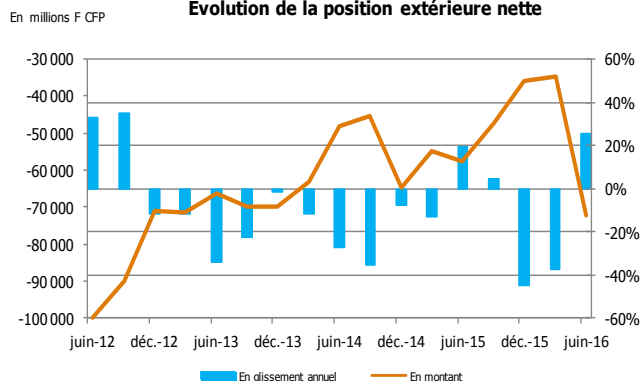
## Détérioration du solde emplois-ressources des établissements de crédit locaux

### Forte dégradation de la position extérieure nette

Sur un an, le système bancaire local enregistre une dégradation de son solde emplois-ressources clientèle, qui augmente de 26,6 milliards de F CFP (soit +22,7 %). Cette évolution s'explique par une progression des crédits bruts plus importante que la collecte des dépôts (+4,2 % contre +0,5 %).

Les dépôts collectés couvrent 82 % des ressources locales des établissements calédoniens, après 83 % à fin décembre 2015. Parallèlement, la position extérieure nette se détériore de manière significative. Ainsi, le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, s'accroît de 25,8 % en glissement annuel, ce qui représente 15 milliards de F CFP de déficit supplémentaire.

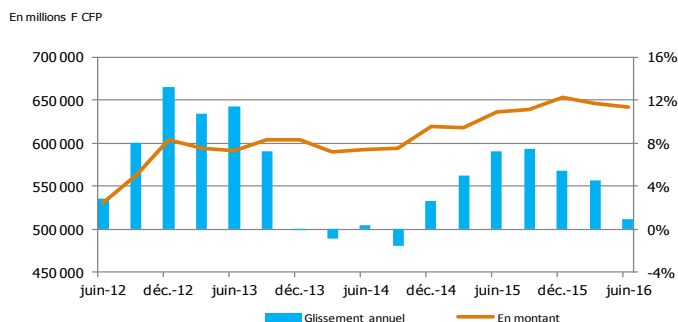
Évolution de la position extérieure nette



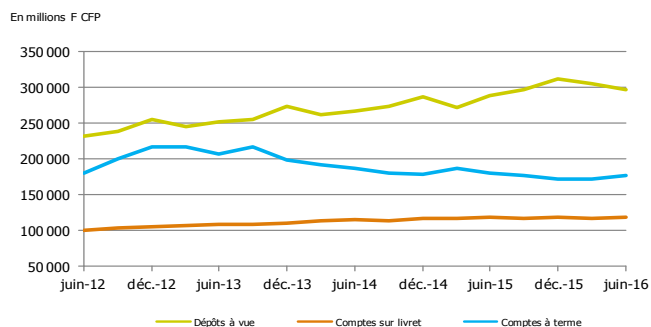
## Légère progression de la masse monétaire

La masse monétaire M3 augmente légèrement (+0,9 % sur un an, -1,6 % au cours du premier semestre), pour s'établir à 642,5 milliards de F CFP. Cette évolution est imputable à la hausse des dépôts à vue (+2,4 %, soit 7 milliards de F CFP supplémentaires) et, dans une moindre mesure à celle de la circulation fiduciaire (+7,6 % sur un an) et des titres de créances négociables (+3,5 %). À l'inverse, les dépôts à terme se replient (-1,9 %), alors que les comptes sur livrets affichent une croissance atone (-0,1 %).

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire

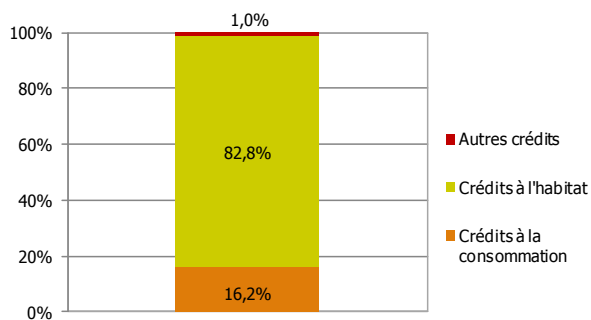


## ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

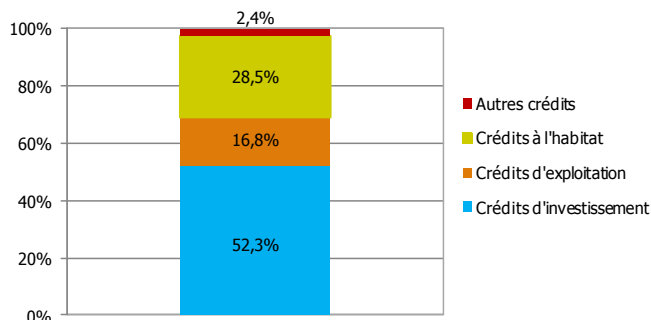
En complément des opérations réalisées avec les intervenants du système bancaire local, les agents économiques calédoniens ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

À fin juin 2016, l'encours brut total des crédits octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) atteint 1 090 milliards de F CFP, en progression de 5,6 % en glissement annuel (+2,0 % au 1<sup>er</sup> semestre). Le rythme de croissance annuelle de l'encours des crédits aux ménages s'établit à +6,2 % (+2,0 % au 1<sup>er</sup> semestre), et celui des crédits aux entreprises à +3,3 % (+1,3 % en rythme semestriel). L'encours des crédits aux collectivités locales s'accroît de 11,4 % sur un an (+4,6 % sur le semestre), pour atteindre 110,5 milliards de F CFP à fin juin 2016. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 32,7 % du total des engagements. Elle est de 20,6 % sur la clientèle des ménages, de 31,3 % sur les entreprises, et de 86,8 % des crédits aux collectivités locales (+0,9 point sur un an).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



### MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	15 620	16 245	15 412	17 934	17 847	20 411	18 673	19 292	-5,5%	7,6%
<i>Billets</i>	13 896	14 425	13 469	15 891	15 777	18 308	16 559	17 172	-6,2%	8,1%
<i>Pièces</i>	1 724	1 820	1 943	2 043	2 070	2 103	2 114	2 120	0,8%	3,8%
Dépôts à vue	231 457	251 986	266 433	289 450	297 211	312 361	305 309	296 536	-5,1%	2,4%
<b>TOTAL M1</b>	<b>247 077</b>	<b>268 231</b>	<b>281 845</b>	<b>307 384</b>	<b>315 058</b>	<b>332 772</b>	<b>323 982</b>	<b>315 828</b>	<b>-5,1%</b>	<b>2,7%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>101 619</b>	<b>108 329</b>	<b>115 877</b>	<b>118 836</b>	<b>116 629</b>	<b>119 644</b>	<b>117 866</b>	<b>118 678</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-0,1%</b>
Comptes sur livrets	101 002	107 724	115 329	118 326	116 128	119 150	117 382	118 193	-0,8%	-0,1%
Comptes épargne logement	617	605	548	510	501	494	484	485	-1,8%	-4,9%
<b>TOTAL M2</b>	<b>348 696</b>	<b>376 560</b>	<b>397 722</b>	<b>426 220</b>	<b>431 687</b>	<b>452 416</b>	<b>441 848</b>	<b>434 506</b>	<b>-4,0%</b>	<b>1,9%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>181 501</b>	<b>214 408</b>	<b>195 703</b>	<b>210 432</b>	<b>207 605</b>	<b>200 792</b>	<b>205 020</b>	<b>208 010</b>	<b>3,6%</b>	<b>-1,2%</b>
Dépôts à terme	180 267	207 249	186 163	180 444	177 505	171 949	172 255	176 960	2,9%	-1,9%
Titres de créance négociables	1 193	7 118	9 540	29 988	30 100	28 843	32 765	31 050	7,7%	3,5%
Bons de caisse	41	41	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M3</b>	<b>530 197</b>	<b>590 968</b>	<b>593 425</b>	<b>636 652</b>	<b>639 292</b>	<b>653 208</b>	<b>646 868</b>	<b>642 516</b>	<b>-1,6%</b>	<b>0,9%</b>
<b>P1</b>	<b>3 839</b>	<b>3 509</b>	<b>3 694</b>	<b>4 419</b>	<b>4 533</b>	<b>4 757</b>	<b>4 792</b>	<b>4 823</b>	<b>1,4%</b>	<b>9,1%</b>
Plans d'épargne logement	3 688	3 315	3 474	4 164	4 291	4 517	4 555	4 525	0,2%	8,7%
Autres compte d'épargne à régime spécial	151	194	220	255	242	240	237	298	24,2%	16,9%
<b>M3+P1</b>	<b>534 036</b>	<b>594 477</b>	<b>597 119</b>	<b>641 071</b>	<b>643 825</b>	<b>657 965</b>	<b>651 660</b>	<b>647 339</b>	<b>-1,6%</b>	<b>1,0%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>89 786</b>	<b>142 738</b>	<b>135 938</b>	<b>153 880</b>	<b>148 199</b>	<b>161 352</b>	<b>175 236</b>	<b>173 986</b>	<b>7,8%</b>	<b>13,1%</b>
Institut d'émission	32 972	49 216	39 496	66 091	61 174	58 877	78 872	81 160	37,8%	22,8%
Etablissements de crédit	56 814	93 522	96 442	87 789	87 025	102 475	96 364	92 826	-9,4%	5,7%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>19 331</b>	<b>21 662</b>	<b>23 057</b>	<b>23 104</b>	<b>24 446</b>	<b>24 365</b>	<b>23 049</b>	<b>23 715</b>	<b>-2,7%</b>	<b>2,6%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>421 080</b>	<b>426 568</b>	<b>434 430</b>	<b>459 668</b>	<b>466 647</b>	<b>467 491</b>	<b>448 583</b>	<b>444 815</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-3,2%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	672 021	689 644	682 631	707 415	716 208	726 702	724 158	737 185	1,4%	4,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	250 941	263 076	248 201	247 747	249 561	259 211	275 575	292 370	12,8%	18,0%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	57 094	61 174	66 037	71 030	70 612	70 572	71 011	75 089	6,4%	5,7%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	11 893	12 224	12 701	13 150	13 362	13 653	13 778	14 197	4,0%	8,0%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	156 699	159 695	144 540	145 299	134 306	138 209	130 943	165 149	19,5%	13,7%
<i>Epargne contractuelle</i>	3 839	3 508	3 694	4 419	4 533	4 756	4 792	4 823	1,4%	9,1%
<i>Divers</i>	21 416	26 475	21 229	13 849	26 748	32 021	55 051	33 112	3,4%	139,1%
<b>Total M3</b>	<b>530 197</b>	<b>590 968</b>	<b>593 425</b>	<b>636 652</b>	<b>639 292</b>	<b>653 208</b>	<b>646 868</b>	<b>642 516</b>	<b>-1,6%</b>	<b>0,9%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-99 885</b>	<b>-66 173</b>	<b>-48 098</b>	<b>-57 510</b>	<b>-47 281</b>	<b>-35 734</b>	<b>-34 579</b>	<b>-72 322</b>	<b>102,4%</b>	<b>25,8%</b>

### Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>695 169</b>	<b>718 750</b>	<b>714 031</b>	<b>770 014</b>	<b>765 038</b>	<b>762 682</b>	<b>766 034</b>	<b>794 654</b>	<b>4,2%</b>	<b>3,2%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	672 021	689 644	682 631	707 415	716 208	726 702	724 158	737 185	1,4%	4,2%
Réserves obligatoires et libres	23 148	29 106	31 400	62 599	48 830	35 980	41 876	57 469	59,7%	-8,2%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>695 169</b>	<b>718 750</b>	<b>714 031</b>	<b>770 014</b>	<b>765 038</b>	<b>762 682</b>	<b>766 034</b>	<b>794 654</b>	<b>4,2%</b>	<b>3,2%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	491 574	548 577	550 082	590 091	591 319	601 656	598 740	593 213	-1,4%	0,5%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	68 987	73 397	78 738	84 180	83 974	84 225	84 790	89 286	6,0%	6,1%
Excédent des opérations diverses des EC	14 223	19 262	19 137	20 507	25 248	23 316	30 294	23 100	-0,9%	12,6%
Réescampte	20 500	11 341	17 976	17 725	17 216	17 751	17 631	16 733	-5,7%	-5,6%
Position extérieure nette des EC (si négative)	99 885	66 173	48 098	57 511	47 281	35 734	34 579	72 322	102,4%	25,8%
<b>Solde emplois-ressources clientèle</b>	<b>180 447</b>	<b>141 067</b>	<b>132 549</b>	<b>117 324</b>	<b>124 889</b>	<b>125 046</b>	<b>125 418</b>	<b>143 972</b>	<b>15,1%</b>	<b>22,7%</b>



## Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>197 035,9</b>	<b>218 792,0</b>	<b>217 965,7</b>	<b>242 143,5</b>	<b>251 668,6</b>	<b>255 514,2</b>	<b>250 694,3</b>	<b>242 225,1</b>	<b>-5,2%</b>	<b>0,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>111 905,5</b>	<b>117 722,6</b>	<b>126 882,3</b>	<b>135 366,2</b>	<b>149 113,0</b>	<b>159 345,5</b>	<b>154 382,4</b>	<b>143 126,5</b>	<b>-10,2%</b>	<b>5,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>83 765,2</b>	<b>98 399,4</b>	<b>89 577,4</b>	<b>105 736,6</b>	<b>101 593,4</b>	<b>95 279,1</b>	<b>95 356,2</b>	<b>98 065,0</b>	<b>2,9%</b>	<b>-7,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	125,9	163,4	187,0	118,1	100,8	84,8	78,9	136,8	61,3%	15,9%
Placements indexés sur les taux de marché	83 639,3	98 236,0	89 390,4	105 618,5	101 492,6	95 194,3	95 277,3	97 928,2	2,9%	-7,3%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>77 245,6</i>	<i>87 498,6</i>	<i>74 121,0</i>	<i>72 839,5</i>	<i>70 026,7</i>	<i>64 998,9</i>	<i>61 236,9</i>	<i>65 760,8</i>	1,2%	-9,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 200,4</i>	<i>3 619,5</i>	<i>5 729,7</i>	<i>2 791,2</i>	<i>1 365,8</i>	<i>1 352,0</i>	<i>1 274,8</i>	<i>1 117,1</i>	-17,4%	-60,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>1 193,3</i>	<i>7 117,9</i>	<i>9 539,6</i>	<i>29 987,9</i>	<i>30 100,1</i>	<i>28 843,3</i>	<i>32 765,5</i>	<i>31 050,3</i>	7,7%	n.s
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 365,2</b>	<b>2 669,9</b>	<b>1 506,0</b>	<b>1 040,7</b>	<b>962,3</b>	<b>889,6</b>	<b>955,7</b>	<b>1 033,7</b>	<b>16,2%</b>	<b>-0,7%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 334,4</i>	<i>2 632,7</i>	<i>1 460,4</i>	<i>998,7</i>	<i>924,9</i>	<i>856,7</i>	<i>929,5</i>	<i>1 008,0</i>	17,7%	0,9%
<b>Ménages</b>	<b>350 775,7</b>	<b>364 728,2</b>	<b>382 948,0</b>	<b>398 348,6</b>	<b>391 181,1</b>	<b>403 440,1</b>	<b>401 825,3</b>	<b>400 922,0</b>	<b>-0,6%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>100 399,1</b>	<b>102 764,0</b>	<b>108 269,1</b>	<b>118 611,2</b>	<b>116 343,0</b>	<b>122 476,1</b>	<b>121 586,0</b>	<b>122 483,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>137 829,4</b>	<b>146 422,1</b>	<b>152 070,8</b>	<b>150 961,5</b>	<b>148 060,4</b>	<b>152 389,7</b>	<b>149 354,4</b>	<b>149 092,4</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-1,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	97 265,8	103 714,4	111 220,9	113 793,3	111 585,9	114 920,1	113 149,9	113 340,8	-1,4%	-0,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>77 898,6</i>	<i>81 573,5</i>	<i>88 063,8</i>	<i>91 398,9</i>	<i>89 460,6</i>	<i>92 953,0</i>	<i>91 403,6</i>	<i>91 701,5</i>	-1,3%	0,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>18 347,2</i>	<i>21 118,1</i>	<i>22 166,6</i>	<i>21 416,3</i>	<i>21 156,2</i>	<i>20 987,9</i>	<i>20 771,2</i>	<i>20 657,3</i>	-1,6%	-3,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>402,6</i>	<i>417,6</i>	<i>442,5</i>	<i>468,4</i>	<i>467,7</i>	<i>485,2</i>	<i>491,2</i>	<i>496,8</i>	2,4%	6,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>617,4</i>	<i>605,2</i>	<i>548,0</i>	<i>509,7</i>	<i>501,4</i>	<i>494,1</i>	<i>484,0</i>	<i>485,3</i>	-1,8%	-4,8%
Placements indexés sur les taux de marché	40 563,6	42 707,8	40 849,9	37 168,2	36 474,5	37 469,6	36 204,5	35 751,6	-4,6%	-3,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>34 799,2</i>	<i>41 909,1</i>	<i>40 037,3</i>	<i>36 397,3</i>	<i>35 756,7</i>	<i>36 785,5</i>	<i>35 784,1</i>	<i>35 339,4</i>	-3,9%	-2,9%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 723,8</i>	<i>758,2</i>	<i>812,6</i>	<i>770,9</i>	<i>717,8</i>	<i>684,1</i>	<i>420,4</i>	<i>412,2</i>	-39,8%	-46,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>112 547,3</b>	<b>115 542,1</b>	<b>122 608,1</b>	<b>128 775,9</b>	<b>126 777,7</b>	<b>128 574,3</b>	<b>130 884,9</b>	<b>129 346,6</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,4%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 473,2</i>	<i>4 163,7</i>	<i>4 290,7</i>	<i>4 516,5</i>	<i>4 555,1</i>	<i>4 524,7</i>	0,2%	8,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>150,8</i>	<i>193,7</i>	<i>219,9</i>	<i>255,3</i>	<i>242,0</i>	<i>239,8</i>	<i>236,7</i>	<i>298,0</i>	24,3%	16,7%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>4 124,7</i>	<i>4 800,1</i>	<i>5 574,9</i>	<i>4 368,0</i>	<i>4 006,0</i>	<i>3 979,4</i>	<i>3 677,6</i>	<i>3 464,0</i>	-13,0%	-20,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 764,8</i>	<i>3 263,2</i>	<i>3 576,5</i>	<i>3 731,7</i>	<i>3 484,7</i>	<i>3 388,5</i>	<i>3 276,1</i>	<i>2 965,4</i>	-12,5%	-20,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>101 818,9</i>	<i>103 970,2</i>	<i>109 763,6</i>	<i>116 257,1</i>	<i>114 754,3</i>	<i>116 450,0</i>	<i>119 139,4</i>	<i>118 094,6</i>	1,4%	1,6%
<b>Autres agents</b>	<b>92 440,3</b>	<b>113 925,3</b>	<b>109 374,5</b>	<b>113 228,8</b>	<b>110 062,9</b>	<b>107 025,5</b>	<b>110 877,0</b>	<b>113 556,6</b>	<b>6,1%</b>	<b>0,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>19 152,4</b>	<b>31 499,1</b>	<b>31 281,9</b>	<b>35 472,7</b>	<b>31 755,3</b>	<b>30 539,8</b>	<b>29 340,4</b>	<b>30 927,0</b>	<b>1,3%</b>	<b>-12,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>72 491,6</b>	<b>82 298,4</b>	<b>76 498,1</b>	<b>76 147,8</b>	<b>76 681,1</b>	<b>74 820,4</b>	<b>79 888,4</b>	<b>81 138,0</b>	<b>8,4%</b>	<b>6,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	4 226,4	4 449,9	4 468,1	4 921,2	4 940,1	4 636,5	4 634,4	5 197,9	12,1%	5,6%
Placements indexés sur les taux de marché	68 265,2	77 848,6	72 030,0	71 226,6	71 741,0	70 183,9	75 254,0	75 940,1	8,2%	6,6%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>68 222,4</i>	<i>77 841,1</i>	<i>72 004,9</i>	<i>71 206,8</i>	<i>71 721,2</i>	<i>70 164,1</i>	<i>75 234,2</i>	<i>75 859,4</i>	8,1%	6,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>796,3</b>	<b>127,7</b>	<b>1 594,4</b>	<b>1 608,4</b>	<b>1 626,5</b>	<b>1 665,3</b>	<b>1 648,2</b>	<b>1 491,5</b>	<b>-10,4%</b>	<b>-7,3%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>640 251,9</b>	<b>697 445,4</b>	<b>710 288,2</b>	<b>753 720,9</b>	<b>752 912,6</b>	<b>765 979,9</b>	<b>763 396,6</b>	<b>756 703,7</b>	<b>-1,2%</b>	<b>0,4%</b>
<b>Dépôts locaux</b>	<b>499 693,6</b>	<b>556 609,5</b>	<b>559 085,9</b>	<b>601 261,4</b>	<b>604 386,2</b>	<b>616 138,7</b>	<b>611 808,4</b>	<b>606 917,2</b>	<b>-1,5%</b>	<b>0,9%</b>
Dépôts à vue	231 456,9	251 985,7	266 433,3	289 450,1	297 211,2	312 361,5	305 308,8	296 536,5	-5,1%	2,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	86 735,5	90 216,5	96 949,8	101 379,8	99 570,3	102 985,4	101 478,9	102 370,8	-0,6%	1,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>81 875,4</i>	<i>85 684,7</i>	<i>92 264,5</i>	<i>95 981,2</i>	<i>94 067,6</i>	<i>97 248,9</i>	<i>95 711,4</i>	<i>96 565,7</i>	-0,7%	0,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>403,8</i>	<i>418,1</i>	<i>443,4</i>	<i>469,9</i>	<i>468,5</i>	<i>486,1</i>	<i>491,7</i>	<i>497,2</i>	2,3%	5,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>617,4</i>	<i>605,2</i>	<i>548,0</i>	<i>509,7</i>	<i>501,4</i>	<i>494,1</i>	<i>484,0</i>	<i>485,3</i>	-1,8%	-4,8%
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 474,0</i>	<i>4 163,7</i>	<i>4 290,7</i>	<i>4 516,5</i>	<i>4 555,1</i>	<i>4 524,7</i>	0,2%	8,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>150,8</i>	<i>193,7</i>	<i>219,9</i>	<i>255,3</i>	<i>242,0</i>	<i>239,8</i>	<i>236,7</i>	<i>298,0</i>	24,3%	16,7%
Placements indexés sur les taux de marché	181 501,2	214 407,2	195 702,9	210 431,5	207 604,7	200 791,9	205 020,7	208 009,9	3,6%	-1,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>180 267,2</i>	<i>207 248,8</i>	<i>186 163,2</i>	<i>180 443,6</i>	<i>177 504,6</i>	<i>171 948,5</i>	<i>172 255,3</i>	<i>176 959,6</i>	2,9%	-1,9%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>1 193,3</i>	<i>7 117,9</i>	<i>9 539,6</i>	<i>29 987,9</i>	<i>30 100,1</i>	<i>28 843,3</i>	<i>32 765,5</i>	<i>31 050,3</i>	7,7%	3,5%
<b>Placements hors zone d'émission</b>	<b>140 558,3</b>	<b>140 835,9</b>	<b>151 202,2</b>	<b>152 459,5</b>	<b>148 526,4</b>	<b>149 841,1</b>	<b>151 588,2</b>	<b>149 786,5</b>	<b>0,0%</b>	<b>-1,8%</b>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>18 721,5</i>	<i>21 619,6</i>	<i>22 620,1</i>	<i>21 871,7</i>	<i>21 589,2</i>	<i>21 412,4</i>	<i>21 176,1</i>	<i>21 127,4</i>	-1,3%	-3,4%
<i>dont actions</i>	<i>2 780,7</i>	<i>3 478,5</i>	<i>4 396,2</i>	<i>3 311,3</i>	<i>2 955,0</i>	<i>2 962,4</i>	<i>2 671,0</i>	<i>2 422,4</i>	-18,2%	-26,8%
<i>dont obligations</i>	<i>1 395,9</i>	<i>1 358,8</i>	<i>1 955,6</i>	<i>1 746,8</i>	<i>1 708,7</i>	<i>1 685,2</i>	<i>1 655,1</i>	<i>1 539,4</i>	-8,7%	-11,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>10 966,9</i>	<i>4 385,2</i>	<i>6 567,5</i>	<i>3 581,9</i>	<i>2 103,3</i>	<i>2 056,0</i>	<i>1 715,0</i>	<i>1 609,9</i>	-21,7%	-55,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 874,3</i>	<i>6 023,6</i>	<i>5 899,3</i>	<i>5 690,7</i>	<i>5 415,8</i>	<i>5 275,2</i>	<i>5 231,5</i>	<i>4 992,7</i>	-5,4%	-12,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>101 818,9</i>	<i>103 970,2</i>	<i>109 763,6</i>	<i>116 257,1</i>	<i>114 754,3</i>	<i>116 450,0</i>	<i>119 139,4</i>	<i>118 094,6</i>	1,4%	1,6%

## Les crédits à l'économie

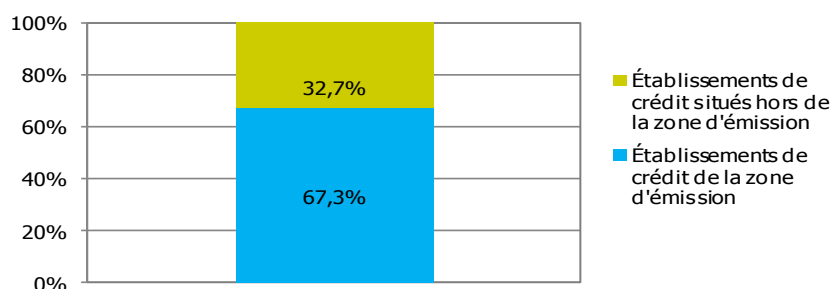
### Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	83 015,4	84 621,1	74 353,3	76 324,9	78 300,5	79 477,4	76 091,9	79 097,9	-0,5%	3,6%
<i>Créances commerciales</i>	5 175,9	4 095,1	3 750,4	3 082,8	3 272,7	3 187,0	2 944,3	2 921,8	-8,3%	-5,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	40 460,8	41 570,8	41 169,7	43 329,8	46 000,2	48 474,0	48 619,7	50 355,0	3,9%	16,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 356,8	1 265,8	1 250,6	1 205,6	1 339,8	1 353,4	1 364,6	1 451,9	7,3%	20,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	37 378,6	38 955,3	29 433,2	29 912,2	29 027,5	27 816,5	24 527,9	25 821,1	-7,2%	-13,7%
Crédits d'investissement	170 602,7	170 937,4	175 950,6	183 874,0	184 954,7	185 351,2	184 373,6	183 936,5	-0,8%	0,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	161 406,8	161 697,5	167 394,2	175 226,2	176 505,3	176 897,0	175 440,6	174 709,5	-1,2%	-0,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 928,8	8 298,5	7 928,7	5 650,7	5 493,0	5 463,4	5 267,4	5 221,3	-4,4%	-7,6%
<i>Crédit-bail</i>	9 196,0	9 239,9	8 556,4	8 647,8	8 449,4	8 454,2	8 933,0	9 226,9	9,1%	6,7%
Crédits à l'habitat	40 782,6	42 176,4	42 812,3	51 076,2	52 031,2	54 284,2	55 415,0	54 915,7	1,2%	7,5%
Autres crédits	12 471,1	15 732,9	14 714,8	12 482,6	12 129,5	11 349,0	10 950,5	10 860,4	-4,3%	-13,0%
<b>Encours sain</b>	<b>306 871,8</b>	<b>313 467,8</b>	<b>307 831,0</b>	<b>323 757,7</b>	<b>327 415,9</b>	<b>330 461,9</b>	<b>326 831,1</b>	<b>328 810,5</b>	<b>-0,5%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	62 269,9	63 427,9	62 461,8	61 616,2	62 540,7	62 697,4	61 443,2	61 575,0	-1,8%	-0,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	48 262,1	49 479,2	47 964,1	46 972,1	47 250,6	47 823,0	46 444,0	46 047,1	-3,7%	-2,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 124,4	4 071,4	4 472,1	4 170,4	4 644,1	4 222,0	4 276,9	4 864,9	15,2%	16,7%
<i>Crédit-bail</i>	9 883,3	9 877,4	10 025,7	10 473,7	10 646,0	10 652,5	10 722,3	10 663,0	0,1%	1,8%
Crédits à l'habitat	254 802,8	259 963,8	259 870,4	268 388,5	272 588,5	278 259,6	282 365,5	289 887,3	4,2%	8,0%
Autres crédits	5 768,2	6 135,5	5 453,6	5 596,0	5 420,9	4 433,9	4 388,2	4 348,8	-1,9%	-22,3%
<b>Encours sain</b>	<b>322 840,9</b>	<b>329 527,2</b>	<b>327 785,8</b>	<b>335 600,7</b>	<b>340 550,2</b>	<b>345 390,9</b>	<b>348 196,9</b>	<b>355 811,1</b>	<b>3,0%</b>	<b>6,0%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	1 254,5	1 944,1	1 712,0	2 310,1	2 266,4	2 053,7	1 851,8	2 008,1	-2,2%	-13,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	606,1	721,8	485,6	1 079,0	1 035,0	1 088,7	996,7	944,1	-13,3%	-12,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	648,4	1 222,3	1 226,4	1 231,1	1 231,4	965,0	855,1	1 064,0	10,3%	-13,6%
Crédits d'investissement	7 546,7	8 139,3	10 903,9	11 597,1	11 232,6	11 414,9	11 410,1	12 524,9	9,7%	8,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	7 372,7	7 945,9	10 728,1	11 257,5	10 907,9	11 116,3	11 063,3	12 091,3	8,8%	7,4%
Autres crédits			0,0	50,0	0,0				n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>8 801,2</b>	<b>10 083,4</b>	<b>12 615,9</b>	<b>13 957,2</b>	<b>13 499,0</b>	<b>13 468,5</b>	<b>13 261,9</b>	<b>14 533,0</b>	<b>7,9%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>14 514,0</b>	<b>16 049,9</b>	<b>13 271,3</b>	<b>12 596,9</b>	<b>12 381,9</b>	<b>14 534,5</b>	<b>12 537,2</b>	<b>14 224,1</b>	<b>-2,1%</b>	<b>12,9%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>653 027,9</b>	<b>669 128,3</b>	<b>661 504,0</b>	<b>685 912,5</b>	<b>693 847,0</b>	<b>703 855,8</b>	<b>700 827,1</b>	<b>713 378,6</b>	<b>1,4%</b>	<b>4,0%</b>
Créances douteuses brutes	18 992,2	20 517,1	21 126,9	21 502,8	22 361,6	22 846,9	23 331,7	23 807,0	4,2%	10,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7 099,1	8 293,2	8 425,6	8 352,7	8 999,4	9 193,7	9 553,5	9 610,2	4,5%	15,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	4 497,5	5 071,3	4 833,1	4 875,4	5 159,9	5 247,5	5 343,6	5 217,7	-0,6%	7,0%
<i>(dt) Ménages</i>	2 480,3	3 113,7	3 564,6	3 413,4	3 833,0	3 940,3	4 203,4	4 341,3	10,2%	27,2%
Provisions	11 893,1	12 223,9	12 701,3	13 150,1	13 362,1	13 653,2	13 778,3	14 196,8	4,0%	8,0%
<b>Encours brut total</b>	<b>672 020,1</b>	<b>689 645,4</b>	<b>682 630,9</b>	<b>707 415,3</b>	<b>716 208,6</b>	<b>726 702,7</b>	<b>724 158,8</b>	<b>737 185,6</b>	<b>1,4%</b>	<b>4,2%</b>
Taux de créances douteuses	2,8%	3,0%	3,1%	3,0%	3,1%	3,1%	3,2%	3,2%	0,1 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	62,6%	59,6%	60,1%	61,2%	59,8%	59,8%	59,1%	59,6%	-0,1 pt	-1,5 pt

## Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	83 247,5	84 950,5	74 670,1	76 984,1	79 745,7	81 002,5	77 737,2	80 587,2	-0,5%	4,7%
<i>Créances commerciales</i>	5 175,9	4 095,1	3 750,4	3 082,8	3 272,7	3 187,0	2 944,3	2 921,8	-8,3%	-5,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	40 692,9	41 829,3	41 403,3	43 891,5	46 222,7	48 695,8	48 965,0	50 575,4	3,9%	15,2%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1 356,8	1 265,8	1 250,6	1 205,6	1 339,8	1 353,4	1 364,6	1 451,9	7,3%	20,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	37 378,6	39 026,1	29 516,4	30 009,7	30 250,3	29 119,7	25 827,9	27 089,9	-7,0%	-9,7%
Crédits d'investissement	230 640,2	238 234,5	229 675,9	242 526,4	245 113,2	242 869,0	247 044,1	250 445,8	3,1%	3,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	221 378,4	228 933,3	221 068,1	233 836,5	236 624,3	234 305,0	237 901,0	240 951,5	2,8%	3,0%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	8 928,8	8 298,5	7 928,7	5 650,7	5 493,0	5 463,4	5 267,4	5 221,3	-4,4%	-7,6%
<i>Crédit-bail</i>	9 261,8	9 301,2	8 607,8	8 689,9	8 488,9	8 564,0	9 143,1	9 494,3	10,9%	9,3%
Crédits à l'habitat	109 045,9	115 268,2	117 822,0	131 082,1	132 084,6	136 937,9	135 874,3	136 379,7	-0,4%	4,0%
Autres crédits	12 778,5	16 011,1	14 972,5	12 718,5	12 365,3	11 573,4	11 174,9	11 072,9	-4,3%	-12,9%
<b>Encours sain</b>	<b>435 712,0</b>	<b>454 464,4</b>	<b>437 140,6</b>	<b>463 311,1</b>	<b>469 308,8</b>	<b>472 382,8</b>	<b>471 830,5</b>	<b>478 485,6</b>	<b>1,3%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	72 135,7	73 760,2	73 290,5	72 556,9	73 620,2	73 797,4	72 599,5	72 696,6	-1,5%	0,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	58 127,9	59 811,4	58 792,7	57 912,7	58 330,1	58 923,0	57 600,3	57 168,6	-3,0%	-1,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 124,4	4 071,4	4 472,1	4 170,4	4 644,1	4 222,0	4 276,9	4 864,9	15,2%	16,7%
<i>Crédit-bail</i>	9 883,3	9 877,4	10 025,7	10 473,7	10 646,0	10 652,5	10 722,3	10 663,0	0,1%	1,8%
Crédits à l'habitat	317 881,2	325 742,8	330 988,3	343 802,8	349 280,2	360 770,6	364 313,9	370 968,1	2,8%	7,9%
Autres crédits	5 768,2	6 135,5	5 465,6	5 607,3	5 432,1	4 746,6	4 707,3	4 414,0	-7,0%	-21,3%
<b>Encours sain</b>	<b>395 785,0</b>	<b>405 638,5</b>	<b>409 744,4</b>	<b>421 967,0</b>	<b>428 332,5</b>	<b>439 314,7</b>	<b>441 620,7</b>	<b>448 078,7</b>	<b>2,0%</b>	<b>6,2%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	1 254,5	1 944,1	1 712,0	2 310,1	2 266,4	2 053,7	1 851,8	2 008,1	-2,2%	-13,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	606,1	721,8	485,6	1 079,0	1 035,0	1 088,7	996,7	944,1	-13,3%	-12,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	648,4	1 222,3	1 226,4	1 231,1	1 231,4	965,0	855,1	1 064,0	10,3%	-13,6%
Crédits d'investissement	52 712,7	65 660,6	75 082,0	96 684,3	96 641,3	103 400,0	107 158,4	108 335,0	4,8%	12,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	52 538,7	65 467,2	74 906,2	96 344,7	96 316,6	103 101,5	106 811,5	107 901,4	4,7%	12,0%
Autres crédits	164,6	155,8	147,0	188,1	137,4	135,7	132,8	129,1	-4,8%	-31,3%
<b>Encours sain</b>	<b>54 131,8</b>	<b>67 760,5</b>	<b>76 941,1</b>	<b>99 182,5</b>	<b>99 045,1</b>	<b>105 589,4</b>	<b>109 142,9</b>	<b>110 472,3</b>	<b>4,6%</b>	<b>11,4%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>14 771,4</b>	<b>16 483,2</b>	<b>13 552,8</b>	<b>18 011,1</b>	<b>18 207,1</b>	<b>19 826,5</b>	<b>19 015,9</b>	<b>20 688,8</b>	<b>4,3%</b>	<b>14,9%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>900 400,3</b>	<b>944 346,6</b>	<b>937 378,8</b>	<b>1 002 471,6</b>	<b>1 014 893,4</b>	<b>1 037 113,4</b>	<b>1 041 610,0</b>	<b>1 057 725,4</b>	<b>2,0%</b>	<b>5,5%</b>
<i>dont ECHZE</i>	247 372,4	275 218,3	275 874,8	316 559,2	321 046,4	333 257,6	340 783,0	344 346,8	3,3%	8,8%
Créances douteuses brutes	19 741,2	21 349,7	29 552,9	29 838,6	30 790,3	31 529,0	31 432,6	32 042,5	1,6%	7,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7 848,1	9 125,8	16 306,6	15 998,6	16 769,0	14 546,8	14 577,9	14 446,5	-0,7%	-9,7%
(dt) <i>Entreprises</i>	4 497,5	5 071,3	11 707,5	11 714,6	11 961,2	9 445,9	9 439,2	9 053,7	-4,2%	-22,7%
(dt) <i>Ménages</i>	3 229,2	3 946,2	4 571,1	4 220,0	4 801,3	5 094,9	5 132,2	5 341,7	4,8%	26,6%
<i>Provisions</i>	11 893,1	12 223,9	13 246,2	13 840,0	14 021,2	16 982,2	16 854,7	17 596,0	3,6%	27,1%
<b>Encours brut total</b>	<b>920 141,4</b>	<b>965 696,2</b>	<b>966 931,7</b>	<b>1 032 310,2</b>	<b>1 045 683,7</b>	<b>1 068 642,4</b>	<b>1 073 042,6</b>	<b>1 089 767,9</b>	<b>2,0%</b>	<b>5,6%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,1%	2,2%	3,1%	2,9%	2,9%	3,0%	2,9%	2,9%	0,0 pt	0,0 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	60,2%	57,3%	44,8%	46,4%	45,5%	53,9%	53,6%	54,9%	1,1 pt	8,5 pt

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)